

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 594

4 mars 2015

### SOMMAIRE

A.C.I. Roads S.à r.l. ....	28470	Distral S.A. ....	28466
Agriland Management S.A. ....	28469	DM Holdings S.à r.l. ....	28510
ALGAR International S.A. - SPF ....	28471	EEE 7 S.à r.l. ....	28478
Alma Ventures S.A. ....	28472	EE IV (No.8) S.à r.l. ....	28478
Areo S.à r.l. ....	28473	eFront Luxembourg ....	28472
Barret S.A. ....	28473	Eura-Audit Luxembourg SA ....	28469
Boucherie Meunier S.à r.l. ....	28473	Flaming June S.A. - SPF ....	28469
Btc Uno S.à r.l. ....	28471	Food Delivery Holding 18 S.à r.l. ....	28493
C4 S.A. ....	28471	Fortezza Sisterco S.à r.l. ....	28470
C.A.I. (Construction et aménagement intérieur) ....	28492	Genefin S.A. ....	28470
Camilux S.A. ....	28467	Hadrian S.à r.l. ....	28506
Catania S.à r.l. ....	28485	Heederhaff Distribution ....	28504
Chemolux S.à r.l. ....	28468	Hevert S.A. ....	28468
CIR S.à r.l. ....	28468	Holden Recoveries VII S.à r.l. ....	28476
Clairal Private S.A. SPF ....	28468	Jadedream & Cie S.C.A. ....	28467
Clarkford Properties Ltd S.à r.l. ....	28480	Jean Schmit Engineering ....	28467
Clohse Group Lux GmbH ....	28468	Jefna Holding S.A. ....	28467
Compagnie Européenne de Gestion et de Participations ....	28467	KDI Luxembourg Sàrl ....	28466
Créations Beauté Sàrl ....	28512	Najade S.A. ....	28471
De Jonge S.à r.l. ....	28466	PanamInvest SA ....	28486
Demytravel S.à r.l. ....	28466	RDC Holdings Luxembourg S.à r.l. ....	28469
Distral S.A. ....	28466	Triton IV Luxco No 13 S.à r.l. ....	28470

**De Jonge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9632 Alscheid, 20, Um Bëchel.  
R.C.S. Luxembourg B 100.318.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015015695/10.

(150018964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Demytravel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8295 Keispelt, 22, rue de Kehlen.  
R.C.S. Luxembourg B 182.604.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015015696/10.

(150018807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Distral S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 164.205.

Les comptes Annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacques Deltenre  
*Administrateur*

Référence de publication: 2015015703/11.

(150018616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Distral S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3378 Livange, rue de Bettembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 164.205.

Les comptes Annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacques Deltenre  
*Administrateur*

Référence de publication: 2015015704/11.

(150018617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**KDI Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 161.660.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015015910/12.

(150019055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Jean Schmit Engineering, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 13, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 46.432.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015015895/10.

(150018967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Jefna Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9990 Weiswampach, 19, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 177.569.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015015896/10.

(150018310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Camilux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 76.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Ce dépôt remplace la mention de dépôt n° L140068104 du 28/04/2014.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29/01/2015.

Référence de publication: 2015015626/11.

(150018786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Compagnie Européenne de Gestion et de Participations, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 147.168.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2015015621/11.

(150018378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Jadedream & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 168.114.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2015015892/12.

(150018545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Chemolux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 19.423.

Les comptes annuels au 30/06/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015653/9.

(150019047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**CIR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 169A, rue de Rollinggrund.

R.C.S. Luxembourg B 172.334.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015655/9.

(150018296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Clohe Group Lux GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9911 Ulflingen, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 172.353.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015015660/10.

(150018579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Hevert S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 73.353.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2015015849/12.

(150018285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Clairal Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 171.435.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 janvier 2015.

Pour: CLAIRAL PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015015659/14.

(150018935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**AgriLand Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 168.087.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015485/9.

(150019235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Eura-Audit Luxembourg SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 44.227.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2015015753/10.

(150018864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Flaming June S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.  
R.C.S. Luxembourg B 178.195.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

*Pour: FLAMING JUNE S.A. SPF*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015015800/14.

(150018467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**RDC Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 430.934.923,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 167.417.

*Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la société en date du 26 janvier 2015*

L'associé unique de la Société acte la démission de Monsieur Gregory M. HATFIELD de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 26 janvier 2015 et décide de nommer, en remplacement de celui-ci, Madame Lisa Ann DE MARCO, née le 2 juin 1967 à New York (États-Unis d'Amérique), demeurant professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, en qualité de nouvelle gérante de catégorie A de la Société avec effet au 26 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Michael D. BOYKIN, gérant de catégorie A,
- Mme Lisa Ann DE MARCO, gérante de catégorie A,
- M. Patrick Leonardus Cornelis VAN DENZEN, gérant de catégorie B, et
- M. Fabrice Stéphane ROTA, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015293/20.

(150018118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

---

**Fortezza Sisterco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 112.378.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015790/9.

(150018775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Genefin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 141.000.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015015826/10.

(150018728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**A.C.I. Roads S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.153.

*Extrait des décisions prises par le conseil de gérance en date du 17 décembre 2014*

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Valérie PECHON, M. Raphaël ROZANSKI et M. Mark VRIJHOEF gérants B, se situe désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 28.01.2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

*Pour A.C.I. Roads S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015014782/16.

(150018117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

---

**Triton IV Luxco No 13 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 190.535.

**EXTRAIT**

Il a été décidé, par résolutions écrites adoptées en date du 16 janvier 2015, d'approuver et de confirmer, le transfert du siège social de Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Michiel Kramer et Thomas Sonnenberg, membres du conseil de gérance de la Société, ont changé leur adresse professionnelle. Ils résident désormais professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

De plus, Mukul Sharma, membre du conseil de gérance de la Société, réside au 32, Woodhouse Eaves, Middlesex, Northwood, HA6 3NF, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Triton IV LuxCo No. 13 S.à r.l.*

Référence de publication: 2015015370/19.

(150017740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

---

**C4 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 157.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015675/9.

(150019164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Najade S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.  
R.C.S. Luxembourg B 139.029.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015016023/11.

(150018843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**ALGAR International S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.  
R.C.S. Luxembourg B 46.353.

Les comptes annuels au 30/09/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l. / A.T.T.C. Directors s.à r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a. / A.T.T.C. s.a.

Gérant / Gérant

N. Patteet / K. Van Huynegem

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2015015523/15.

(150018537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Btc Uno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 192.098.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 26 janvier 2015*

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 26 janvier 2015 que:

1. L'Assemblée générale extraordinaire des associés décide de révoquer Madame Haydée Zeballos Fontaine de ses fonctions de gérant avec effet à ce jour.

2. L'Assemblée générale extraordinaire des associés décide de nommer aux fonctions de gérant Monsieur Yannick Kantor, né le 25 octobre 1975 à Verviers (Belgique), demeurant professionnellement au 8A boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg à compter de ce jour et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2015014878/19.

(150017884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

**Alma Ventures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 117.557.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015527/9.

(150018323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**eFront Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 26, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 170.894.

**EXTRAIT**

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 janvier 2015 que les personnes suivantes ont démissionné avec effet immédiat de leur fonction d'administrateur de catégorie A et B de la Société:

*Administrateurs de catégorie A:*

- Monsieur Deep Shah, résident au 36 Eagle Wharf, 138 Grosvenor Road, SW1 V3JS Londres, Royaume-Uni,
- Monsieur Peter Christodoulo, résident au Flat 23, 101 Pentonville Road, N1 9LF Londres, Royaume-Uni.

*Administrateurs de catégorie B:*

- Monsieur Bret Bolin, résident au 247, S. Dahlia, 80246 Denver, Etats-Unis d'Amérique,
- Madame Kirsten English, résident au 4, Blyth's Wharf, Narrow Street, E14 8BF Londres, Royaume-Uni.

Il résulte également desdites résolutions que les personnes suivantes ont été nommées, avec effet immédiat, et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015, en qualité d'administrateurs de catégorie A et B de la Société:

*Administrateurs de catégorie A:*

- Monsieur Davy Beaucé, né le 30 décembre 1981 à Messancy, Belgique, avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulles, L-1653 Luxembourg,
- Madame Daphne Charbonnet, née le 30 janvier 1979 à Caen, France, avec adresse professionnelle au 2, avenue Charles de Gaulles, L-1653 Luxembourg.

*Administrateurs de catégorie B:*

- Monsieur Christophe Gammal, né le 9 août 1967 à Uccle, Belgique, résident au 35, rue des Merisiers, L-8253 Mamer,
- Monsieur Michael Goosse, né le 29 mai 1977 à Libramont-Chevigny, Belgique, avec adresse professionnelle au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Depuis lors, le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

*Administrateurs de catégorie A:*

- Monsieur Davy Beaucé, prénommé,
- Madame Daphne Charbonnet, prénommée.

*Administrateurs de catégorie B:*

- Monsieur Olivier Dellenbach, résident au 18, avenue Mozart, 75016 Paris, France,
- Monsieur Christophe Gammal, prénommée.
- Monsieur Michael Goosse, prénommé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 29 janvier 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015015446/43.

(150018588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---



**Barret S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 25.808.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015573/9.

(150018863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Boucherie Meunier S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4760 Pétange, 8, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 117.526.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015015589/9.

(150018238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

**Areo S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**

**Capital social: EUR 176.320,01.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 158.948.

L'an deux mille quinze, le treize janvier.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Madame Monique DRAUTH, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire des associés détenant l'intégralité du capital social de «AREO S.à r.l.» une société à responsabilité limitée, ci-après la «Société», ayant son siège social à 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B sous le numéro 158.948, constituée par un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché du Luxembourg), le 6 janvier 2011 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 969, du 11 mai 2011. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois en date du 19 décembre 2014 suivant une assemblée générale extraordinaire tenue par-devant le notaire instrumentant, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

en vertu des procurations données sous seing privé, lesquelles resteront annexées au susdit acte reçu par le notaire soussigné.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la susdite assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 19 décembre 2014 tenue devant le notaire instrumentant (numéro 7984 de son répertoire), enregistré à Luxembourg Actes Civils le 22 décembre 2014, sous la Relation LAC/2014/62068, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro L150003610.

En effet, tant dans la version anglaise que dans la version française des statuts modifiés et réédités, l'article 8 a été erronément indiqué comme suit:

" **Art. 8.** The Company's share capital is set at one hundred seventy-six three hundred twenty Euros and one Eurocent (EUR 176,320.01), represented by one hundred twenty-six thousand three hundred nineteen (126,319) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-), divided in the following classes of shares:

- 12,000 (twelve thousand) ordinary shares called "Ordinary Shares";
- 100 (one hundred) A shares linked to compartment A called "Compartment A Shares";
- 100 (one hundred) B shares linked to compartment B called "Compartment B Shares"
- 100 (one hundred) C shares linked to compartment C called "Compartment C Shares"
- 100 (one hundred) D shares linked to compartment D called "Compartment D Shares"
- 100 (one hundred) E shares linked to compartment E called "Compartment E Shares"
- 320 (three hundred twenty) S shares linked to Compartment 8 called "Compartment 8 Shares"
- 1 (one) 4 share linked to compartment 4 called "Compartment 4 Share";
- 63,498 (sixty-three thousand four hundred ninety-eight) 5 shares linked to compartment 5 called "Compartment 5 Shares";

- 25,000 (twenty-five thousand) 6 shares linked to compartment 6 called "Compartment 6 Shares";
- 25,000 (twenty-five thousand) 7 shares linked to compartment 7 called "Compartment 7 Shares";

and by five million one hundred one (5,000,101) shares with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01), divided in the following classes of shares:

- 1 (one) 1 shares linked to compartment 1 called "Compartment 1 Share";
- 4,500,000 (four million five hundred thousand) T shares linked to compartment T called "Compartment T Shares";
- 500,100 (five hundred thousand one hundred) 8 shares linked to compartment 8 called "Compartment 8 Shares", (together, the "Shares").

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for the amendment of the Articles.

In addition to the issued share capital, the Company shall have a share premium account for each compartment (the "Compartment Share Premium Account") which shall be distributable exclusively to the holders of the shares linked to such compartment in proportion to their shareholdings in the shares linked to such compartment. The amount of the Compartment Share Premium Account may be used at the discretion of the board of managers to provide for the payment of any shares linked to such compartment which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the holders of shares linked to such compartment or to allocate funds to the legal reserve."

alors qu'il aurait fallu indiquer:

"" **Art. 8.** The Company's share capital is set at one hundred seventy-six three hundred twenty Euros and one Eurocent (EUR 176,320.01), represented by one hundred twenty-six thousand three hundred nineteen (126,319) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-), divided in the following classes of shares:

- 12,000 (twelve thousand) ordinary shares called "Ordinary Shares";
  - 100 (one hundred) A shares linked to compartment A called "Compartment A Shares";
  - 100 (one hundred) B shares linked to compartment B called "Compartment B Shares"
  - 100 (one hundred) C shares linked to compartment C called "Compartment C Shares"
  - 100 (one hundred) D shares linked to compartment D called "Compartment D Shares"
  - 100 (one hundred) E shares linked to compartment E called "Compartment E Shares"
  - 320 (three hundred twenty) S shares linked to Compartment S called "Compartment S Shares"
  - 1 (one) 4 share linked to compartment 4 called "Compartment 4 Share";
  - 63,498 (sixty-three thousand four hundred ninety-eight) 5 shares linked to compartment 5 called "Compartment 5 Shares";
  - 25,000 (twenty-five thousand) 6 shares linked to compartment 6 called "Compartment 6 Shares";
  - 25,000 (twenty-five thousand) 7 shares linked to compartment 7 called "Compartment 7 Shares";
- and by five million one hundred one (5,000,101) shares with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01), divided in the following classes of shares:

- 1 (one) 1 shares linked to compartment 1 called "Compartment 1 Share";
- 4,500,000 (four million five hundred thousand) T shares linked to compartment T called "Compartment T Shares";
- 500,100 (five hundred thousand one hundred) 8 shares linked to compartment 8 called "Compartment 8 Shares", (together, the "Shares").

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for the amendment of the Articles.

In addition to the issued share capital, the Company shall have a share premium account for each compartment (the "Compartment Share Premium Account") which shall be distributable exclusively to the holders of the shares linked to such compartment in proportion to their shareholdings in the shares linked to such compartment. The amount of the Compartment Share Premium Account may be used at the discretion of the board of managers to provide for the payment of any shares linked to such compartment which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the holders of shares linked to such compartment or to allocate funds to the legal reserve."

Dans la version française des statuts modifiés et réédités, l'article 8 a été erronément indiqué comme suit:

" **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à cent soixante-seize mille trois cent vingt euros et un cent d'euro (EUR 176.320,01) représenté par cent vingt-six mille trois cent dix-neuf (126.319) parts sociales chacune d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) divisées en classes de parts sociales suivantes:

- 12.000 (douze mille) parts sociales ordinaires dénommées "Parts Sociales Ordinaires";
- 100 (cent) parts sociales A rattachées au compartiment A dénommées "Parts Sociales du Compartiment A";

- 100 (cent) parts sociales B rattachées au compartiment B dénommées "Parts Sociales du Compartiment B";
- 100 (cent) parts sociales C rattachées au compartiment C dénommées "Parts Sociales du Compartiment C";
- 100 (cent) parts sociales D rattachées au compartiment D dénommées "Parts Sociales du Compartiment D";
- 100 (cent) parts sociales E rattachées au compartiment E dénommées "Parts Sociales du Compartiment E";
- 320 (trois cent vingt) parts sociales S rattachées au compartiment 8 dénommées "Parts Sociales du Compartiment 8";
- 1 (une) part sociale 4 rattachée au compartiment 4 dénommée "Part Sociale du Compartiment 4";
- 63.498 (soixante-trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit) parts sociales rattachées au compartiment 5 dénommée "Parts Sociales du Compartiment 5";
- 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales rattachées au compartiment 6 dénommée "Parts Sociales du Compartiment 6";
- 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales rattachées au compartiment 7 dénommée "Parts Sociales du Compartiment 7";

et par cinq millions cent une (5.000.101) parts sociales d'une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01) divisées en classes de parts sociales suivantes:

- 1 (une) part sociale 1 rattachée au compartiment 1 dénommée "Part Sociale du Compartiment 1";
- 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) parts sociales T rattachées au compartiment T dénommées "Parts Sociales du Compartiment T";
- 500.100 (cinq cent mille cent) parts sociales 8 rattachées au compartiment 8 dénommées "Parts Sociales du Compartiment 8",  
(ensemble, les "Parts Sociales").

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou par l'associé unique (le cas échéant) prise conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts.

En complément du capital souscrit, la Société dispose d'un compte de prime d'émission pour chaque compartiment (le "Compte de Prime d'Emission de Compartiment"), lequel sera distribuable exclusivement aux détenteurs de parts liées à un tel compartiment en proportion avec leur participation de parts liées à un tel compartiment. Le montant du Compte de Prime d'émission peut être utilisé à la discrétion du conseil de gérance pour le paiement de parts liées à un tel compartiment que la Société peut racheter de ses associés, pour la compensation de pertes nettes réalisées, pour le paiement d'une distribution aux détenteurs de parts liées à un tel compartiment ou afin de réserver des fonds à la réserve légale."

alors qu'il aurait fallu indiquer:

" **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à cent soixante-seize mille trois cent vingt euros et un cent d'euro (EUR 176.320,01) représenté par cent vingt-six mille trois cent dix-neuf (126.319) parts sociales chacune d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) divisées en classes de parts sociales suivantes:

- 12.000 (douze mille) parts sociales ordinaires dénommées "Parts Sociales Ordinaires";
- 100 (cent) parts sociales A rattachées au compartiment A dénommées "Parts Sociales du Compartiment A";
- 100 (cent) parts sociales B rattachées au compartiment B dénommées "Parts Sociales du Compartiment B";
- 100 (cent) parts sociales C rattachées au compartiment C dénommées "Parts Sociales du Compartiment C";
- 100 (cent) parts sociales D rattachées au compartiment D dénommées "Parts Sociales du Compartiment D";
- 100 (cent) parts sociales E rattachées au compartiment E dénommées "Parts Sociales du Compartiment E";
- 320 (trois cent vingt) parts sociales S rattachées au compartiment S dénommées "Parts Sociales du Compartiment S";
- 1 (une) part sociale 4 rattachée au compartiment 4 dénommée "Part Sociale du Compartiment 4";
- 63.498 (soixante-trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit) parts sociales rattachées au compartiment 5 dénommée "Parts Sociales du Compartiment 5";
- 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales rattachées au compartiment 6 dénommée "Parts Sociales du Compartiment 6";
- 25.000 (vingt-cinq mille) parts sociales rattachées au compartiment 7 dénommée "Parts Sociales du Compartiment 7";

et par cinq millions cent une (5.000.101) parts sociales d'une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01) divisées en classes de parts sociales suivantes:

- 1 (une) part sociale 1 rattachée au compartiment 1 dénommée "Part Sociale du Compartiment 1";
- 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) parts sociales T rattachées au compartiment T dénommées "Parts Sociales du Compartiment T";

- 500.100 (cinq cent mille cent) parts sociales 8 rattachées au compartiment 8 dénommées "Parts Sociales du Compartiment 8",

(ensemble, les "Parts Sociales").

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou par l'associé unique (le cas échéant) prise conformément aux conditions requises pour la modification des Statuts.

En complément du capital souscrit, la Société dispose d'un compte de prime d'émission pour chaque compartiment (le "Compte de Prime d'Emission de Compartiment"), lequel sera distribuable exclusivement aux détenteurs de parts liées à un tel compartiment en proportion avec leur participation de parts liées à un tel compartiment. Le montant du Compte de Prime d'émission peut être utilisé à la discrétion du conseil de gérance pour le paiement de parts liées à un tel compartiment que la Société peut racheter de ses associés, pour la compensation de pertes nettes réalisées, pour le paiement d'une distribution aux détenteurs de parts liées à un tel compartiment ou afin de réserver des fonds à la réserve légale." La comparante déclare que toutes les autres résolutions du dudit acte restent inchangées et prie le notaire de faire mention de la présente rectification partout où besoin sera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1146. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé):* Carole Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014829/175.

(150017372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

### **Holden Recoveries VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-145 Luxembourg, 1, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 168.281.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth of December.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Marlin Financial Group (Holdings) S.à r.l., a private limited company formed and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 1, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166.098 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Annick Braquet, employee, professionally residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The prenamed party is the sole shareholder of Holden Recoveries VII S.à r.l., having its registered office at 1, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B168.281, incorporated by a deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg on April 19, 2012, published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1351 on May 31, 2012 (the "Company").

The Sole Shareholder as represented declared and requested the undersigned notary to state:

1. - That the agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1) Decision to dissolve and to put the Company into liquidation.

2) Appointment of Mr. Christophe CAHUZAC as liquidator and determination of the powers of the liquidator.

II.- That the entire corporate capital of the Company being represented at the present meeting and the Sole Shareholder represented declaring that it had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

III.- After this had been set forth, the Sole Shareholder, representing the entire corporate capital of the Company, now requests the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder decides to dissolve the Company and puts the Company into liquidation.

*Second resolution*

The Sole Shareholder decides to appoint as liquidator Mr. Christophe CAHUZAC, bom in Saint-Mard (Belgium) on 26 October 1972, professionally residing at L-1450 Luxembourg, 1, Côte d'Eich (the "Liquidator"),

*Third resolution*

The Liquidator shall have the broadest powers as foreseen by articles 144 to 148bis of the law of August 10, 1915 relating to commercial companies, as amended, without having to request prior approval of the general meeting of shareholders in the cases provided for by law.

It may bring and defend any action on behalf of the Company, receive any payments, grant releases with or without receipt, realise all securities of the Company, endorse any negotiable instrument and transact or compromise on any disputes.

The Liquidator is dispensed from inventory making and can rely on the accounts of the Company.

The Liquidator has the right to make interim distributions in the interest of the Company

It can, under its own responsibility, and for special and defined operations, delegate to one or several proxies, parts of its powers which it will define and for the duration fixed by it.

The Liquidator shall be granted fees in line with market practice for an amount agreed upon with the Company for the purposes of its mandate, payable upon presentation of written invoices stating the period for which the fees are payable. The Company shall also reimburse costs incurred by the Liquidator upon submission of invoices evidencing the payment by the Liquidator of these real costs.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Marlin Financial Group (Holdings) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.098, ayant son siège social au 1, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg (l'"Associé Unique")

ici représentée par Annick Braquet, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration restera annexée au présent document après avoir été paraphée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante est le seul associé de Holden Recoveries VII S.à r.l., ayant son siège social au 1, Côte d'Eich, L - 1450 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.281, constituée par acte notarié de Maître Blanche Moutrier notaire résidant à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg le 19 avril 2012, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1351 le 31 mai 2014 (la «Société»).

L'Associé Unique ainsi représenté a déclaré et demandé au notaire soussigné d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour*

1) Dissolution et mise en liquidation de la Société.

2) Nomination de Monsieur Christophe CAHUZAC en qualité de liquidateur et définition de ses pouvoirs.

II.- Que l'entièreté du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, et que l'Associé Unique représenté déclarant qu'il a été informé en temps utile de l'ordre du jour avant la présente réunion, des convocations en vue de la réunion de la présente assemblée n'étaient pas nécessaires.

III.- Après avoir déclaré ce qui a été acté plus haut, l'Associé Unique, représentant l'entier capital social de la Société, demande au notaire soussigné d'acter les décisions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de dissoudre la Société et de mettre la Société en liquidation.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer en qualité de liquidateur Christophe CAHUZAC, né à Saint-Mard (Belgique), le 26 Octobre 1972, résidant professionnellement à L-1450 Luxembourg, 1 Côte d'Eich (le «Liquidateur»),

*Troisième résolution*

Le Liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation préalable de l'assemblée générale dans les cas où elle est prévue par la loi.

Il peut intenter et soutenir toutes actions pour la Société, recevoir tous paiements, donner mainlevée avec ou sans quittance, réaliser toutes les valeurs mobilières de la Société, endosser tous effets de commerce, transiger ou compromettre sur toutes contestations.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire de la Société et peut se fier aux comptes sociaux de la Société.

Le Liquidateur pourra faire des distributions intérimaires dans l'intérêt de la Société.

Il peut, sous sa propre responsabilité, et pour des opérations ponctuelles, spécifiques et définies, déléguer à un ou plusieurs mandataires, une part de ses pouvoirs qu'il définira pour une période donnée.

Le Liquidateur percevra des honoraires conformes aux pratiques du marché, pour un montant qui sera défini et fixé entre la Société et lui-même pour les besoins de l'exercice de son mandat, et qui sera payable sur présentation d'une note d'honoraires écrite indiquant la période de facturation concernée. La Société remboursera également les frais encourus par le Liquidateur après soumission des factures démontrant le paiement par le liquidateur de ces frais réels.

Dont acte, passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même mandataire, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/285. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014316/117.

(150016576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

**EE IV (No.8) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. EEE 7 S.à r.l.).**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 155.717.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth of January.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED**

"Europa Real Estate IV S.à r.l.", a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 172857,

here represented by Mrs Maud MARTIN, employee, with professional address at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a proxy, hereto annexed.

Such appearing party is the sole partner of "EEE 7 S.à r.l." (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée having its registered office at 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 155717, incorporated pursuant to a deed of the undersigned on 23 September 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2387, dated 06 November 2010.



The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The sole partner decides to amend the company's name into "ERE IV (No.8) S.à r.l.".

As a consequence, article 4 of Articles of Incorporation is modified and now reads as follows:

**Art. 4.** The Company will have the name "ERE IV (No.8) S.à r.l.".

*Second resolution*

The sole partner decides to amend the company's object.

As a consequence, article 2 of Articles of Incorporation is modified and now reads as follows:

**Art. 2.** The object of the Company is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, option or in any other way.

The Company may in addition establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities and patents, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to grant to other group companies or third parties loans, guarantees, and to perform any operation which is directly related to its purpose. The Company may also hold a completed built real estate and or real estate in construction process, in Luxembourg or abroad, by direct or indirect means (through branches or subsidiaries).

In general, the Company may take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

The Company may borrow money in any form and secure or discharge any debt or obligation of or binding on the Company or any of its direct or indirect subsidiaries, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company, or any company belonging to the same group as the Company in such manner as may be thought fit and in particular by mortgages and charges upon all or any part of the undertaking, property, and assets (present or future), or by the creation and the issue of bonds or other securities of any description.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the appearing party signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le treize janvier.

Par-devant nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU**

«Europa Real Estate IV S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172857,

ici représentée par Madame Maud MARTIN, employée privée, avec adresse professionnelle au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de «EEE 7 S.à r.l.» (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B175482, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 23 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2387 du 06 novembre 2010.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de modifier la dénomination de la société en «ERE IV (No.8) S.à r.l.».

En conséquence, l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 4.** La Société aura la dénomination "ERE IV (No.8) S.à r.l.".

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide de modifier l'objet social de la société.

En conséquence, l'article 2 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

**Art. 2.** L'objet de la Société est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, commerciale, industrielle, financière ou autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition de valeurs mobilières et de droits par voie de participation, d'apport, d'option ou de toute autre manière.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, la gestion, la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, accorder à d'autres sociétés du groupe ou à des tiers des prêts, des garanties et effectuer toute opération qui est directement liée à son objet social. La Société peut également détenir des immeubles construits ou à construire au Luxembourg ou à l'étranger de manière directe ou indirecte (à travers succursales ou filiales).

Plus généralement, la Société peut prendre toute mesure et effectuer toute opération, incluant, sans limitation, des transactions commerciales, financières mobilières et immobilières qu'elle jugera nécessaires ou utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

La Société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

La Société pourra emprunter des sommes d'argent, sous quelque forme que ce soit, ainsi qu'octroyer des garanties pour la décharge de toutes dettes ou obligations de la Société ou toute filiale directe ou indirecte, ou toute société étant un actionnaire direct ou indirect de la Société, ou toute société du même groupe, de toute autre manière appropriée, en particulier par des hypothèques et sûretés mobilières sur tout ou partie de l'entreprise, de la propriété et des actifs (présents ou futurs), ou par la création et l'émission d'obligations ou autres valeurs mobilières.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. MARTIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 15 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1180. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015014971/107.

(150017666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

**Clarkford Properties Ltd S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège de direction effectif: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 147.197.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of December.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Colney S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number 147 450 (the Sole Shareholder)

here represented by Mr Max MAYER, employee, with professional address at Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under a private seal.

The aforementioned proxy, after having been signed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purposes of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the officiating notary to enact the following:

- That the appearing in acting in its capacity of sole shareholder of Clarkford Properties Ltd S.à r.l. (hereafter the "Company") a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") having its registered office at L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, filed at the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") section B under the number 147.197

- That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:



*Agenda:*

1. The acceptance of resignation of the current sole manager of the Company and the consent to the full and complete discharge for its mandate.
2. The transfer of the Company, including the transfer of its registered office and effective place of management, from Luxembourg to Panama, and consequently the change of the nationality of the Company, from its Luxembourg nationality into a Company of Panamanian nationality in order to submit the Company to the Panamanian Law.
3. The approval of the interim balance sheet as at November 30, 2014, forming opening balance sheet of the Company henceforth of Panamanian nationality.
4. The change of the name of the Company.
5. The total restating of the Articles of Association of the Company for the purpose of its transfer and continuance from Luxembourg to Panama under the form of Panamanian limited liability company.
6. The confirmation of the establishment of the registered office at Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, Republic of Panamá.
7. The appointment of new Company managers.
8. The appointment of agent who will be in charge of any formality required in Panamá in order to register the transfer of the Company in Panamá.
9. Miscellaneous.

Before proceeding to the vote, the Meeting notes:

- i. that the transfer the Company, including the transfer of its registered office and effective place of management from Luxembourg to Panama, is going to subject the Company to the Panamanian Law;
- ii. that, since the Company acquires the Panamanian nationality, it is necessary to amend the provisions contained in its Articles of Association in order to comply with the Panamanian Law;
- iii. that, from a civil point of view, the transfer and continuance of the Company, as above described, involves exclusively an amendment of the form of the Company and such amendment only implies the restating of the Articles of Associations in order to allow the Company to carry on its activity under the Panamanian Law. Consequently the Company is not subject to any form of dissolution or liquidation;
- iv. that the Luxembourg Law and the Panamanian Law recognize the continuity concept of the transferred and continued Company;
- v. that, from an accounting point of view, in accordance with the continuity concept, all the assets and all the liabilities belonging to the Company remain entirely in the ownership of the Panamanian Company which continues to own all the assets and all the liabilities and commitments of the Company previously of Luxembourg nationality.

The Meeting takes, after deliberation, the following resolutions by unanimous vote:

*First resolution*

The meeting decides to accept the resignation of P.A.L. Management Services S.à r.l. as sole manager of the Company and grants it full and entire discharge for the execution of its mandate.

*Second resolution*

The meeting decides in accordance to article 199 of the law on commercial companies, to transfer the registered office and effective place of management of the company from the Grand Duchy of Luxembourg to Panama and consequently to change the nationality of the Company, from its Luxembourg nationality into a company of Panamanian nationality in order to submit the Company to the Panamanian law.

The meeting states that this transfer of the registered office of the company from Luxembourg to Panama is not a constitution of a new company.

*Third resolution*

The meeting decides to approve the interim balance sheet as at November 30, 2014, annexed to the present deed, forming opening balance sheet of the company henceforth of Panamanian nationality. With this regard, the meeting is informed by the sole manager and recognize that the share capital is fully subscribed, that the net equity is in existence at the date hereof in the amount of EUR 2,850,281 (two millions eight hundred fifty thousand two hundred eighty-one euros) and that the Company has not issued bonds or debentures.

*Fourth resolution*

The meeting decides to change the name of the company into Clarkford Properties Ltd S. de R.L.

*Fifth resolution*

The meeting decides to change the form of the company from Luxembourgish limited liability company (société à responsabilité limitée) to Panamanian limited liability company (sociedad anónima por acciones) and to proceed to a complete reorganization of the articles of incorporation in Spanish language as follows:

De conformidad con la Ley General de Sociedades Anónimas de la República de Panamá, nosotros los suscritos, deseosos de organizar una sociedad anónima por acciones, de conformidad con las disposiciones de la Ley General sobre Sociedades Anónimas de la República de Panamá, a saber: La Ley 32 de 1927, por el presente entramos en un convenio de organización de dicha sociedad anónima como sigue:

**1.** El nombre de la sociedad es: Clarkford Properties Ltd S. de R.L.

**2.** Los fines para los cuales la sociedad se establece son:

a) Establecer, gestionar y llevar a cabo un negocio de inversiones y administración comercial de cualquier clase y hace todas las cosas incidentales a tal negocio. b) Comprar, vender o de otro modo adquirir enajenar bienes muebles o inmuebles de cualquier clase o descripción, y en particular, tierra, edificios y utilizar los mismos para garantizar con hipoteca las obligaciones de la sociedad a terceros en la forma y bajo las condiciones que la Junta Directiva estime conveniente. c) Suscribir o procurar que se suscriban, comprar, poseer, adquirir por compra, recibir o adquirir y vender, negociar, garantizar, ceder, permutar, transferir, hipotecar, dar en prenda o de otro modo enajenar acciones del capital social, bonos, cupones, hipotecas, obligaciones, acciones asimiladas a obligaciones, valores, pagarés, aceptaciones, giros y comprobantes de débitos emitidos o creados por otras sociedades anónimas, compañías de capital consolidado o asociaciones organizadas según las leyes de la República de Panamá o de cualquier giro país, sean estas públicas o privadas, o de cualquier entidad social, y mientras que sea dueña de ellos poseer, y ejercer respecto a ellos todos los derechos, facultades y privilegios de dueña, incluyendo el derecho de votar respecto a ellos, y tener valores o inversiones similares dentro de la República de Panamá o en algún otro país del mundo. d) Dar y recibir dinero en préstamo, otorgar y aceptar obligaciones, u otros compromisos, de tiempo en tiempo para la compra de bienes o para cualquier fin, y si estimare conveniente garantizar el pago de cualesquiera de tales obligaciones por medio de hipoteca, anticresis y prenda, o de otro modo. e) Celebrar, extender, cumplir y llevar a cabo contratos de toda clase para cualquier fin lícito, sin límite respecto a la cuantía con cualquier persona, firma, asociación y sociedades anónimas cualquier estado, país, o cualquier dependencia política de ellos. f) Abrir cuentas de ahorros, i, cuentas corrientes, de depósito a términos y realizar cualesquiera de las operaciones bancarias dentro y fuera del territorio de la República de Panamá, g) En general llevar a cabo cualquier otro negocio lícito o permitido a las sociedades anónimas, en cualquier parte del mundo fuere dicho negocio o no similar a los objetos indicados en este Pacto Social o cualquier enmienda de ellos. Por el presente se declara expresamente que los objetos especificados en cada párrafo de esta cláusula, de ninguna manera quedaran limitados a restringidos por la referencia o la inferencia de los términos de cualquier otro párrafo, excepto cuando se expresa otra cosa en el párrafo de que se trata. Además de estos objetivos, la sociedad tendrá todas las facultades expresadas en el Artículo Diecinueve (19) de la Ley treinta y dos (32) de mil novecientos veintisiete (1927) de la República de Panamá, así como cualesquiera otras leyes vigentes.

**3.**

a) El capital social de la sociedad es de QUINIENTAS (500) acciones comunes, sin valor nominal, al portador o nominativas. El capital social será por lo menos igual a la suma total representada por las acciones con valor nominal, más una suma determinada con respecto, cada acción sin valor nominal que se emita y las sumas que de tiempo en tiempo se incorporen al capital social de acuerdo con resolución o resoluciones de la Junta Directiva. El capital Social podrá ser aumentado, más acciones podrán ser emitidas y podrá ser variada la clase y los derechos relativos a dichas acciones. b) El derecho de votación corresponderá exclusivamente a los tenedores de tales acciones, a razón de un voto por cada acción así tenida. c. ) Los certificados de acciones serán firmados por el Presidente conjuntamente con la Secretaria o Tesorera de la sociedad.

**4.** El Registro de Acciones exigida por la Ley se llevara en el lugar que fije la Junta directiva.

**5.** El domicilio de la sociedad estará en Calle Aquilino De La Guardia, número dieciséis (No.16), Edificio P.H. Molón Tower, Tercer (3<sup>er</sup>) Piso, Bella Vista, ciudad de Panamá, República de Panamá, para la sociedad podrá establecer sucursales en cualquier parte el mundo según la Junta Directiva determine.

**6.** La duración de la sociedad será perpetua, pero podrá ser disuelta mediante resolución de la Junta de Accionistas, de conformidad a lo establecido en la Ley treinta y dos (32) de mil novecientos veintisiete (1927).

**7.** Las reuniones de los accionistas podrán llevarse a cabo en la República de Panamá en cualquier otro país. Podrá haber reunión General de Accionistas, en la fecha y lugar que determine la Junta Directiva, para la tramitación de cualquier negocio que se presentare en la reunión.

**8.**

a) La Junta Directiva consistirá de no menos de tres (3) ni más de siete (7) miembros que serán elegidos en la reunión anual de los Accionistas por el período de un (1) año quienes permanecerán en sus cargos hasta cuando sean reemplazados y podrán ser reelegidos. b) Las reuniones de los Directores se llevaran a cabo en la República de Panamá en cualquier otro país y cualquier Director podrá ser representado y votar por medio de apoderado en cualesquiera y todas las reuniones de los Directores. e) En caso de vacante en la Junta Directiva, los directores restantes en ejercicio, podrán en una reunión el cual dicho directores estén presentes en persona o representados por apoderados, elegir a los Directores faltantes

para llenar dichas vacantes. d) La Junta directiva está facultada para otorgar revocar poderes generales y. especiales. e) Los nombres y direcciones de los primeros directores son como sigue:

Venus Illueca de Tulipano, Anibal Illueca Herrando and Eduardo Medina Saavedra, todos con dirección en Calle Aquilino De la Guardia, Numero dieciséis (No.16), Edificio P.H. Molón Tower, Tercer (3<sup>er</sup>) Piso, Bella Vista, Ciudad de Panamá, República de Panamá.

#### 9.

a) Los Dignatarios de la sociedad serán un Presidente, un Tesorero, un Secretario. La Junta Directiva podrá elegir de cuando en cuando, uno o más Vice-Presidentes, Tesoreros Asistentes, Secretarios Asistentes y otros Dignatarios, agentes y empleados que estime conveniente. b) Los Dignatarios de la sociedad y los cargos respectivos que ellos desempeñan son los siguientes

NOMBRE	CARGO
Venus Illueca de Tulipano	Presidente
Eduardo Medina Saavedra	Tesorero
Anibal Illueca Herrando	Secretario

Cualquier Dignatario de la sociedad podrá desempeñar más de un cargo.

c) La Representación Legal la ejercerá el Presidente, y en su defecto la persona que la Junta Directiva designe. d) El Agente Residente de la sociedad en la ciudad de Panamá, hasta que la Junta Directiva disponga otra cosa será la firma ILLUECA Y ASOCIADOS abogados en.1 ejercicio y dirección en Calle Aquilino De la Guardia, Numero dieciséis (No. 16), Edificio P.H. Molón Tower, Tercer (3<sup>er</sup>) Piso, Bella Vista, Ciudad de Panamá, República de Panamá. e) El Agente Residente de ninguna forma es, ni se hace responsable por las actividades, negocios, operaciones o demás hechos que realice la presente entidad, sean estos ejecutados directamente por sus representantes o accionistas en su nombre, o por intermedia persona.

**10. Suscripción.** El número de acciones que cada suscriptor de este Pacto Social conviene en tomar es como sigue: Anibal Illueca Herrando una acción y Venus Illueca de Tulipano una acción.

**11. Enmienda del Pacto Social.** Este Pacto Social podrá ser enmendado por resolución en que se haga con dicha enmienda, adoptada por la mayoría de las acciones representadas en una reunión con tal fin, o en una reunión regular en la que se hubiere dado el debido aviso.

#### *Sixth resolution*

The meeting decides to establish the new registered office of the company in Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, Republic of Panamá.

#### *Seventh resolution*

The meeting decides to appoint the following persons, with professional address at Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, Republic of Panamá as new company managers:

- Venus Illueca de Tulipano;
- Anibal Illueca Herrando; and
- Eduardo Medina Saavedra.

#### *Eighth resolution*

The meeting decides to appoint Illueca y Asociados with registered office at Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, Republic of Panamá as agent of the Company to proceed with any formality necessary or useful in Panamá in connection with the transfer of the Company.

#### *Costs*

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at EUR 1,900.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand- Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

Colney S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 147 450 (l'Associé Unique)

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la partie comparante, agissant en sa qualité d'Associé Unique de Clarkford Properties Ltd S.à r.l., (ci-après la "Société"), société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 147.197,

- Que la présente Assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

#### *Ordre du jour:*

1. Acceptation de la démission du gérant unique en fonction et octroi d'une décharge pleine et entière pour l'exercice de son mandat.

2. Transfert de la société, en ce compris le transfert du siège social et de son siège de direction effectif du Luxembourg vers Panama et en conséquence, changement de la nationalité de la société, actuellement de nationalité luxembourgeoise, en une société de droit panaméen afin de soumettre la société au droit panaméen.

3. Approbation de la situation comptable au 30 novembre 2014, qui constituera le bilan d'ouverture de la société de nationalité panaméenne.

4. Modification de la dénomination de la société.

5. Refonte complète des statuts de la société dans le cadre de son transfert à Panama et continuation du Luxembourg vers Panama sous la forme d'une société à responsabilité limitée de droit panaméen.

6. Confirmation de l'établissement du siège social de la société à Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panama, République de Panama.

7. Nomination d'un nouveau gérant.

8. Divers.

Avant de procéder au vote, l'Assemblée prends acte que:

i. Le transfert de la société, en ce compris son siège social et son siège de direction effective, du Luxembourg vers Panama, aura pour effet de soumettre la société au droit panaméen;

ii. Que vu le changement de nationalité de la société, il est nécessaire d'amender les dispositions des statuts afin de les rendre conformes au droit panaméen;

iii. Que, d'un point de vue civil, le transfert et la continuation de la société, comme décrit ci-dessus, implique exclusivement une modification de la forme de la société; cette modification implique seulement la refonte des statuts afin de permettre à la société de poursuivre ses activités sous la législation panaméenne. Par conséquent, la société n'est en aucune façon soumise à une dissolution ou une liquidation;

iv. Que les législations luxembourgeoise et panaméennes reconnaissent le concept de la continuité de la personnalité juridique de la société transférée;

v. Que d'un point de vue comptable, en conformité avec le concept de la continuité de la personnalité juridique, tous les actifs et passifs de la société restent entièrement dans la propriété de la société panaméenne qui continue de détenir tous les actifs et passifs de la société antérieurement de nationalité luxembourgeoise.

L'assemblée décide de prendre à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission de P.A.L. Management Services S.à r.l., gérant unique de la Société de lui accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide, en conformité de l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales, de transférer le siège social et le siège de direction effectif de la société du Grand-Duché de Luxembourg à Panama, et de faire adopter par la société la nationalité panaméenne, selon la loi panaméenne, et afin de soumettre la Société à la loi panaméenne.

L'assemblée constate que le transfert du siège social de Luxembourg à Panama ne constitue pas la création d'une nouvelle société.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide d'approuver la situation comptable au 30 novembre 2014, annexée au présent acte, qui constituera le bilan d'ouverture de la société de nationalité panaméenne. Dans ce cadre, l'Assemblée, informée par le gérant unique, reconnaît que le capital social est totalement souscrit, que les capitaux propres se montent à cette date à EUR 2,850,281 (deux millions huit cent cinquante mille deux cent quatre-vingt-un euros) et que la société n'a pas émis d'obligation de quelque nature que ce soit.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en Clarkford Properties Ltd S. de R.L..

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de transformer la forme sociale de la Société de société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois en société à responsabilité limitée de droit panaméen et de procéder à une refonte complète des statuts en langue espagnol telle qu'établi dans la 5<sup>ème</sup> résolution de la version anglaise du présent acte.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide d'établir le nouveau siège social de la société au Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panama, République de Panama.

*Septième résolution*

L'assemblée décide de nommer la société Illueca y Asociados, ayant leur adresse professionnelle au Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panama, République de Panama, comme nouveaux gérants de la société:

- Venus Illueca de Tulipano;
- Anibal Illueca Herrando; and
- Eduardo Medina Saavedra.

*Huitième résolution*

L'assemblée décide de nommer Illueca y Asociados ayant leur siège social à Torre Molón, Calle Aquilino de la Guardia 16, Panamá, République de Panamá, en tant qu'agent de la Société afin de procéder à toutes les formalités nécessaires ou utiles à Panama dans le cadre du transfert de la Société.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.900,- EUR.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que le mandataire de la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, qui a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 06 janvier 2015. Relation GAC/2015/112. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015014891/277.

(150017724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

---

**Catania S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 174.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Catania S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015015609/11.

(150019137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

## PanamInvest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 193.958.

### STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-et-unième jour du mois de janvier.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- N&C Capital Corp., une société anonyme de droit panaméen, enregistrée au Registre des Sociétés de la République du Panama sous le numéro 827313 (N° document: 2558237), avec capital social de USD 10.000.- et ayant son siège social au Avenida Aquilino de la Guardia, P.H. Ocean Business Plaza, piso 24, Oficina 11, Corregimiento de Bella Vista, Panama (Republic of Panama);

Ici représentée par Julien Granger, domicilié professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 15 janvier 2015;

- RF Rhône Finance sàrl, une société à responsabilité limitée de droit suisse, enregistrée au Registre du commerce de Suisse sous le numéro CH-660.1.506.013-7, avec capital social de CHF 20.000.- et ayant son siège social au 14, rue du Mont-Blanc, CH-1201 Genève (Suisse);

Ici représentée par Julien Granger, domicilié professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 15 janvier 2015;

Les prédites procurations, paraphées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme mentionné ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer et dont elles ont arrêté les statuts comme suit (ci-après, «Statut» ou «Statuts»):

### Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront détenteurs d'actions émises ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de «PanamInvest SA», (ci-après, «la Société»), sous le régime d'une société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation et pour le surplus, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée.

**Art. 2.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du conseil d'administration, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des Statuts. La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 3.** La durée de la Société est illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des Statuts. Cependant, la Société ne peut ni être dissoute ni mise en liquidation tant que tout compartiment de la Société (ci-après, «Compartiment» ou «Compartiments») n'a pas été dissout ou mis en liquidation conformément aux présents Statuts et au Document d'Emission (tel que défini à l'article 17) des Instruments (tels que définis à l'article 18) de toute classe (ci-après, «Document d'Emission» ou «Documents d'Emission»), ainsi que «Instrument» ou «Instruments») émis dans ce Compartiment, selon le cas.

**Art. 4.** La Société a pour objet de conclure une ou plusieurs opérations de titrisation conformément aux dispositions de la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation, telle qu'elle pourra être modifiée. La réalisation de toutes opérations financières, notamment la souscription, l'acquisition, le transfert, la vente et la titrisation de (a) valeurs mobilières (représentant une dette ou autres) émises par des organismes et institutions internationales, des Etats souverains, des entreprises publiques ou privées ainsi que d'autres entités juridiques et (b) actifs et/ou créances de tout autre genre ou nature.

La Société peut assumer les risques, existants ou futurs, liés à la détention d'actifs mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, ainsi que les risques résultant des obligations assumées par des tiers ou relatifs à toutes ou partie des activités de tiers, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière. La Société peut assumer ces risques par voie d'acquisition d'actifs, de garantie d'obligations ou tout autre engagement. Elle peut également transférer, dans les limites prévues par la loi et les présents Statuts, céder les créances et autres actifs qu'elle détient, existants ou futurs, dans une ou plusieurs transactions ou de façon régulière.

Sans préjudice de ce qui précède, la Société pourra également employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur, à l'acquisition et à la liquidation de tous titres et autres Instruments financiers; participer à la création, au



développement et/ou au contrôle de toute entreprise; acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toutes autres manières, tous titres ou Instruments financiers; les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement; accorder tout concours, prêt, avance ou garantie aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation; émettre des obligations et valeurs mobilières de toutes sortes en toutes devises et emprunter de toute autre manière; être partie à des contrats de swap et donner en gage, hypothéquer ou concéder de toute autre façon des garanties sur ses biens et ses droits afin de garantir le paiement ou le remboursement de toute somme due par la Société au titre ou en rapport avec des titres obligataires de toute nature émis de temps à autre par la Société.

D'une façon générale, la Société pourra utiliser toutes techniques et tous Instruments relatifs à ses biens et/ou investissements permettant une gestion efficace de ceux-ci, y compris toutes techniques et tous Instruments pour la protéger contre des risques de change et des risques de taux d'intérêts.

En général, la Société pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et procéder à toute opération financière, mobilière, immobilière, commerciale et industrielle qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

**Art. 5.** Le capital souscrit de la Société est fixé à quarante mille euros (EUR 40.000.-) représenté par quatre cents (400) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de trois millions d'euros (EUR 3.000.000.-) qui sera représenté par trente mille (30.000.-) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le jour du cinquième anniversaire de la publication de Société au Mémorial, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, y compris des obligations dont le rendement en termes d'intérêts périodiques et/ou dont la valeur de remboursement est fonction des actifs ou revenus formant ou affectés à un seul ou plusieurs Compartiment(s) créés en vertu des dispositions de l'article 6, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la Société.

**Art. 6.** Le conseil d'administration peut créer un ou plusieurs Compartiments, chacun correspondant à une part distincte des actifs et passifs de la Société dans le respect de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, et plus particulièrement l'article 5 de cette loi, et émettre des titres (actions ou obligations de toute nature) représentatifs de droits sur les actifs de ces Compartiments.

Entre les actionnaires et les créanciers, chaque Compartiment de la Société devra être traité comme une entité séparée. Les droits des actionnaires et créanciers de la Société (i) qui lorsqu'ils sont entrés en existence, ont été désignés comme rattaché à un Compartiment ou (ii) qui sont nés de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'un Compartiment sont, sauf disposition contraire dans les décisions du conseil d'administration créant un tel Compartiment, strictement limitées aux biens de ce Compartiment et seront exclusivement disponibles pour satisfaire ces actionnaires et créanciers. Les créanciers et actionnaires de la Société dont les droits ne sont pas spécifiquement rattachés à un Compartiment déterminé de la Société n'auront aucun droit aux biens d'un tel Compartiment.

Sauf disposition contraire dans les décisions du conseil d'administration de la Société créant un tel Compartiment, aucune décision du conseil d'administration de la Société ne pourra être prise afin de modifier les décisions ayant créé un tel Compartiment ou afin de prendre toute autre décision affectant directement les droits des actionnaires et/ou créanciers dont les droits sont rattachés à un tel Compartiment sans le consentement préalable de l'ensemble des actionnaires et/ou créanciers dont les droits sont rattachés à ce Compartiment. Toute décision prise par le conseil d'administration en violation de cette disposition sera nulle et non avenue.

Chaque Compartiment de la Société pourra être liquidé séparément sans que cette liquidation n'entraîne la liquidation d'un autre Compartiment ou de la Société elle-même.

La Société pourra émettre des sûretés dont la valeur ou l'intérêt est lié à des Compartiments, biens ou autres engagements spécifiques, ou dont le remboursement dépend du remboursement d'autres instruments, de certains droits ou de certaines catégories d'actions.

### Administration - Surveillance

**Art. 7.** La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 8.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace. Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

**Art. 9.** Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

**Art. 10.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

**Art. 11.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les Statuts à l'assemblée générale. Le conseil d'administration décide notamment de l'acquisition d'actifs de toute nature à titriser, ou de la cession de ceux-ci, en respectant toutefois, en ce qui concerne cette cession, les conditions et modalités éventuellement attachées aux titres émis par la Société dans le cadre de cette titrisation.

**Art. 12.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 13.** Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs dont obligatoirement celle du président du conseil d'administration, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la Société dans ses rapports avec les administrations publiques.

**Art. 14.** Les comptes de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, désignés par le conseil d'administration.

### Conflit d'Intérêt

**Art. 15.** Aucun contrat et aucune transaction que la Société pourra conclure avec une autre société ou firme ne pourront être affectés ou viciés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé.

L'administrateur de la Société qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par la même privé de son droit de délibérer, de voter ou d'agir en ce qui concerne toute matière en relation avec ce contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel dans quelque transaction de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de cet intérêt personnel et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote concernant cette transaction; rapport devra être fait au sujet de cette transaction et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine assemblée des actionnaires. Le terme «intérêt personnel», tel qu'il est utilisé dans la phrase précédente, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts de quelque manière que ce soit, positions ou transactions impliquant toute société ou entité que le Conseil d'Administration pourra déterminer de temps à autre à sa discrétion.



## Indemnisation

**Art. 16.** La Société indemnifiera ses administrateurs, fondateurs de pouvoir, employés, agents, conseillers, associés, membres, affiliés et personnel contre les actions, responsabilités, dommages, coûts et frais, y compris les frais légaux, de jugement et montants payés, supportés par eux en raison de leurs activités pour le compte de la Société, pour leur fonction passée ou présente comme administrateur de la Société ou, à sa demande, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et pour laquelle il n'est pas prévu d'indemnisation pour autant que cette indemnité ne s'appliquera pas en cas de fraude, négligence grave, faute grave, mauvaise foi, dol et rupture des obligations de cette personne; en cas d'accord, l'indemnisation ne devra être donnée que dans le cadre des matières couvertes par cet accord pour lequel la Société est informée par un conseiller que la personne à indemniser n'a pas commis de telle rupture de ses devoirs. Les droits à indemnisation mentionnés ci-dessus n'excluent pas d'autres droits auxquels elle peut prétendre.

## Création des Compartiments et abandon de recours

**Art. 17.** Les termes et conditions des types d'Instruments émis pour chaque Compartiment et les objectifs particuliers de ceux-ci seront déterminés par le Conseil d'Administration et spécifiés dans la résolution ou le Document d'Emission relatif à cette Classe, selon le cas. Tous les Instruments émis par la Société seront considérés comme adhérant pleinement et soumis aux termes qui leur sont applicables (tel que prévu dans le Document d'Emission concerné, selon le cas) et aux présents Statuts, les souscripteurs considérés comme soumis à la même adhésion et gouvernance par la souscription à ces Instruments.

Sauf disposition contraire dans les décisions du Conseil d'Administration de la Société créant un tel Compartiment, aucune décision du Conseil d'Administration de la Société ne pourra être prise afin de modifier les décisions ayant créé un tel Compartiment ou afin de prendre toute autre décision affectant directement les droits des actionnaires et/ou créanciers dont les droits sont rattachés à un tel Compartiment sans le consentement préalable de l'assemblée générale ou de l'ensemble des actionnaires et/ou créanciers dont les droits sont rattachés à ce Compartiment.

La Société pourra dans le cadre de tous les Compartiments, émettre un ou plusieurs types d'Instruments tel que spécifié ci-après à l'Article 18 et pourra conclure tout type de conventions en rapport avec ceux-ci et ayant pour but la titrisation des actifs attribuables ou alloués à ce Compartiment.

Les actifs d'un Compartiment ne sont responsables que des dettes, engagements et obligations attribuables à ce Compartiment. A cet égard, si la Société contracte une dette relative à un Compartiment particulier, le recours du créancier de cette dette sera limité aux seuls actifs du Compartiment concerné conformément à l'Article 62 de la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation.

En outre, conformément à l'article 64 de la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation, chaque obligataire, chaque actionnaire ainsi que chaque créancier concerné (a) accepte de subordonner l'exigibilité ou le recouvrement de ses droits au paiement d'autres investisseurs ou créanciers; (b) accepte de ne pas exercer de recours en faillite à l'encontre de la Société ou requérir à son encontre l'ouverture de toute autre procédure collective ou d'assainissement; (c) s'engage à ne pas saisir les biens de la Société, que ces biens appartiennent (i) au Compartiment dans lequel l'obligataire ou l'actionnaire a investi ou vis-à-vis duquel le créancier est concerné, (ii) que ces biens appartiennent à tout autre Compartiment (iii) ou, le cas échéant, que ses biens n'aient pas été attribués à un Compartiment.

Les poursuites engagées en violation de ces clauses sont irrecevables.

## Instruments des Compartiments

**Art. 18.** Dans chaque Compartiment, la Société pourra émettre un ou plusieurs types d'Instruments actions et/ou obligations. Ces Instruments seront soumis aux dispositions des Statuts sur les Instruments et des Documents d'Emission concernés y relatifs. En cas de contradiction entre les Statuts et le Document d'Emission concerné, les dispositions de ce dernier prévaudront.

## Ségrégation des Compartiments

**Art. 19.** Chaque Compartiment correspondra à une partie distincte et séparée de l'actif et du passif de la Société, et (i) les droits des parties contractantes d'un Compartiment sont limités aux actifs de ce Compartiment et (ii) les actifs d'un Compartiment sont disponibles exclusivement pour satisfaire aux droits des parties contractantes de ce Compartiment. Dans les relations entre détenteurs d'Instruments, chaque Compartiment est considéré comme étant une entité séparée. Le Conseil d'Administration établira des comptes séparés pour chaque Compartiment.

Sous réserve des droits ou limitations particulières actuellement attribués à tout Instrument, tel qu'il pourra être prévu dans les présents Statuts et le Document d'Emission concerné, selon le cas, à la liquidation d'un Compartiment, ses actifs seront imputés (a) premièrement, au paiement ou règlement de toutes commissions, coûts, charges, frais, responsabilités et autres montants y compris toutes taxes à payer (autres que les montants mentionnés au paragraphe (b) ci-dessous) attribuables ou alloués à ce Compartiment; et (b) deuxièmement, de façon proportionnelle, au paiement des montants dûs, directement ou indirectement, aux détenteurs de ces Instruments, et ceci, dans le cas de l'émission de plusieurs Classes ou types d'Instruments par Compartiment, en fonction des priorités des accords de paiement tel que prévu dans le Document d'Emission concerné, selon le cas, applicable à ces Instruments.

Si les actifs nets réalisés d'un Compartiment ne sont pas suffisants pour payer tous les montants dûs à la Classe concernée conformément aux présents Statuts ou au Document d'Emission concerné, selon le cas, les détenteurs concernés ne pourront formuler aucune réclamation à la Société pour ou relative à un déficit et ne pourront formuler aucune réclamation à un autre Compartiment ou tous autres actifs de la Société.

### Assemblée Générale

**Art. 20.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les créanciers obligataires de la Société ont le droit de participer à l'assemblée générale des actionnaires avec une voix consultative.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 21.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier vendredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

**Art. 22.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 20% du capital social.

**Art. 23.** Les détenteurs d'actions de la Société rattachées à un Compartiment déterminé de la Société peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales pour décider de toutes questions exclusivement liées à un tel Compartiment.

Les détenteurs d'actions de la Société rattachées aux autres Compartiments de la Société ou les détenteurs d'actions rattachées à la Société et qui ne sont pas rattachés à un Compartiment déterminé pourront participer à ces assemblées générales, mais ne pourront pas voter.

**Art. 24.** Chaque action donne droit à une voix.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

### Assemblée générale des obligataires

**Art. 25.** L'assemblée générale des obligataires réunit tous les créanciers, détenteurs d'obligations rattachées à un Compartiment de la Société (les «obligataires»).

Si une question intéresse des obligataires de plusieurs ou de tous les Compartiments, les obligataires concernés se réunissent en assemblée unique.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

**Art. 26.** Une assemblée générale des obligataires peut être convoquée par le conseil d'administration, par le(s) commissaire(s) ou, le cas échéant le représentant de la masse des obligataires. Elle doit être convoquée sur demande écrite des obligataires représentant au moins 20% de l'emprunt lié à un Compartiment.

**Art. 27.** Sans préjudice de mentions divergentes contenues ou de pouvoirs exorbitants prévus dans les dispositions régissant les émissions d'emprunts obligataires par la Société, l'assemblée générale des obligataires peut accomplir tous les actes prévus par la loi.

**Art. 28.** Le droit de vote attaché aux obligations est proportionnel à la quotité du montant de la créance à l'égard d'un Compartiment qu'elles représentent. Chaque obligation donne droit à un vote au moins.

Lorsque la délibération de l'assemblée des obligataires est de nature à modifier les droits des obligataires d'un Compartiment, l'assemblée ne peut valablement délibérer que si ses membres représentent au moins la moitié du montant des obligations rattachées à ce Compartiment. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les obligataires présents ou représentés. Si le quorum requis n'est pas atteint, une nouvelle assemblée des obligataires doit être convoquée dans les formes prévues par la loi, sans condition de quorum.

Si la délibération est de nature à modifier les droits des obligataires de plusieurs Compartiments, elle doit, pour être valide, réunir les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article précédent pour chaque Compartiment concerné.

Les autres délibérations de l'assemblée générale des obligataires sont soumises à la majorité simple des voix exprimées par les obligataires présents ou représentés.

**Art. 29.** Les frais de convocation et de fonctionnement des assemblées générales des obligataires sont supportés par la Société qui en fait l'avance. L'assemblée générale des obligataires décidera de la manière dont ces frais seront couverts.

### Année sociale - Répartition des bénéfices

**Art. 30.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la Société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

**Art. 31.** Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Si différents Compartiments ont été créés par le conseil d'administration, la Société déterminera à la fin de chaque année sociale un résultat pour chaque Compartiment comme suit sur des comptes séparés (en plus des comptes tenus par la Société conformément à la loi sur les Sociétés commerciales et la pratique comptable courante).

Le résultat de chaque Compartiment sera le solde entre tous revenus, profits ou autres produits payés ou dus en quelque forme que ce soit relatifs à ce Compartiment (y compris des plus-values, des bonis de liquidation, des distributions de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, impôts ou autres transferts de fonds encourus par la Société pendant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et fonctionnement de ce Compartiment (y compris honoraires, coûts, impôts sur plus-values, dépenses relatives à la distribution de dividendes).

Tous produits et dépenses non attribués à un Compartiment en particulier seront alloués entre les différents Compartiments proportionnellement aux actions émises dans chaque Compartiment.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

### Dissolution - Liquidation

**Art. 32.** La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

**Art. 33.** Sans préjudice aucun aux dispositions de l'article 6 relatives aux Compartiments, et sous réserve de l'autorisation des actionnaires accordée lors d'une assemblée des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts de la Société, chaque Compartiment de la Société pourra être mis en liquidation et ses actions pourront être rachetées par une décision du conseil d'administration de la Société.

### Liquidation des Compartiments

**Art. 34.** A moins qu'il n'en soit prévu autrement dans les termes des Instruments relatifs à un Compartiment tel qu'exposé dans le Document d'Emission concerné, selon le cas, le Conseil d'Administration pourra à tout moment mettre un quelconque Compartiment en liquidation.

### Commissaire aux comptes

**Art. 35.** Les opérations de la Société et sa situation financière, comprenant notamment la tenue de sa comptabilité, seront surveillées par le(s) commissaire(s) aux comptes de la Société.

Le(s) commissaire(s) aux comptes sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période prenant fin le jour de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires et jusqu'à ce que son successeur soit élu. Le(s) commissaire(s) aux comptes en fonction peut (peuvent) être révoqué (s) à tout moment avec ou sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

### Disposition générale

**Art. 36.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les actionnaires se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi qu'à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Les premiers administrateurs sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la Société.

#### *Souscription et paiement*

Les quatre cents (400) actions ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs	Nombre d'actions	Montant souscrit EUR en	Montant libéré EUR en
N&C Capital Corp. . . . .	240	24.000.-	24.000.-
RF Rhône Finance sàrl . . . . .	160	16.000.-	16.000.-
TOTAUX . . . . .	400	40.000.-	40.000.-

Les actions ont été libérées à hauteur de 100% par des versements en espèces, de sorte que la somme de quarante mille euros (EUR 40.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

#### *Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi que par la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation ont été accomplies.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant, le comparant, pré-qualifié, représentant l'intégralité du capital social, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se reconnaît dûment convoqué et a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des réviseurs d'entreprises à un (1).
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - a. Monsieur Benoît DE FROIDMONT, né le 26 juillet 1975 à Rocourt (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper;
  - b. Monsieur Adrien ROLLE, né le 21 août 1975 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper; et
  - c. Monsieur Frédéric DEPIREUX, né le 25 septembre 1979 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
3. La durée du mandat des administrateurs prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2020.
4. A été appelée aux fonctions de réviseur d'entreprises:
  - a. Audit & Consulting Services Sàrl, dont le siège social est au 9, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg, RCS Luxembourg B 151 342;
5. La durée du mandat du réviseur d'entreprises prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.
6. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. GRANGER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 23 janvier 2015. Relation: DAC/2015/1235. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 27 janvier 2015.

Référence de publication: 2015014520/369.

(150017360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

---

#### **C.A.I. (Construction et aménagement intérieur), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5316 Contern, 21, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 92.587.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour C.A.I. S.A R.L.

Signature

Référence de publication: 2015015603/12.

(150018248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.

---

**Food Delivery Holding 18 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 193.952.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of January,

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

**THERE APPEARED:**

Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., a limited liability corporation (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its statutory seat in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under B 175738, having its business address at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

here represented by Julien De Mayer, legal counsel, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 8<sup>th</sup> January 2015.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

**A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Food Delivery Holding 18 S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

**Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

**Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## B. Share capital - Shares

### Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

### Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

### Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

## C. Decisions of the shareholders

### Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

**Art. 9. General meetings of shareholders.** In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

### Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter,



decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

**Art. 11. Change of nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 12. Amendments of the articles of association.** Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

#### **D. Management**

**Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.**

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

**Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.**

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

**Art. 15. Vacancy in the office of a manager.**

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

**Art. 16. Convening meetings of the board of managers.**

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

**Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.**

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

#### **Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.**

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 19. Dealing with third parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

### **E. Audit and supervision**

#### **Art. 20. Auditor(s).**

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

### **F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends**

**Art. 21. Financial year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

#### **Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.**

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.



22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

**Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.**

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

**G. Liquidation**

**Art. 24. Liquidation.**

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

**H. Final clause - Governing law**

**Art. 25. Governing law.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

*Transitional provisions*

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

*Subscription and payment*

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

*Verification*

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in art. 183 of the law on commercial companies have been fulfilled.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,800.

*Resolutions of the sole shareholder*

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:
  - Mr Ralf Wenzel, born in Berlin, Germany, on 8 August 1979, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following persons are appointed as class B managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxembourg;
- Mr Julien De Mayer, born in Etterbeek, Belgium on 9 April 1982, professionally residing at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Any one manager of the Company, regardless of his category, is authorized to sign solely, on behalf of the sole shareholder, the shareholders register of the Company that will be created upon incorporation of the Company.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am neunten Januar.

Vor uns, Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

#### **IST ERSCHIENEN:**

Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 175738, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

hier vertreten durch Julien De Mayer, legal counsel, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 8. Januar 2015, ausgestellt in Berlin.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

### **A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Food Delivery Holding 18 S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

#### **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

#### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

#### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an

ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

## **B. Gesellschaftskapital - Anteile**

### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

### **Art. 6. Anteile.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

### **Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.**

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

## **C. Entscheidungen der Gesellschafter**

### **Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.**

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

**Art. 9. Gesellschafterversammlung.** Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer

Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

#### **Art. 10. Quorum und Abstimmung.**

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

**Art. 11. Änderung der Nationalität.** Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

**Art. 12. Änderung der Satzung.** Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

### **D. Geschäftsführung**

#### **Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers -Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.**

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

#### **Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.**

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

#### **Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.**

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

#### **Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.**

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

### **Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.**

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

### **Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.**

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

**Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/deren eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.



## E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

### Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

## F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

**Art. 21. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

### Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

### Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

## G. Liquidation

### Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

## H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

**Art. 25. Anwendbares Recht.** Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

### Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.
2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

### Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden durch Emerging Markets Online Food Delivery Holding S.à r.l., vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

### Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

### Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.800 geschätzt.

### Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Gründungsgeschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:
  - Herr Ralf Wenzel, geboren am 8. August 1979 in Berlin, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

Die folgenden Personen werden für unbegrenzte Zeit als Kategorie B Geschäftsführer bestellt:

- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxemburg.
- Herr Julien De Mayer, geboren am 9 April 1982 in Etterbeek, Belgien, geschäftsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Jeder einzelne der Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, ist ermächtigt, das Anteilhaberregister, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft erstellt wird, allein im Namen und für Rechnung des alleinigen Geschafters zu unterzeichnen.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. DE MAYER, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/883. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Januar 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015014259/587.

(150017196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2015.

**Heederhaff Distribution, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5314 Contern, 52A, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 193.966.

---

**STATUTS**

L'an deux mille quinze, le vingt-deux janvier.

Par devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

**ONT COMPARU:**

1. Monsieur Tom JUNGBLUT, agriculteur, né à Luxembourg le 21 novembre 1991, demeurant à L-5314 Contern, 52a, rue de Luxembourg.

2. Monsieur Sam GOERGEN, agriculteur, né à Luxembourg le 27 janvier 1993, demeurant à L-5316 Contern, 43, rue de Syren.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**Titre I<sup>er</sup>. Dénomination, Siège, Durée, Objet**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société prend la dénomination de «Heederhaff Distribution».

**Art. 3.** Le siège social est établi dans la commune de Contern.

Il peut être transféré en tout autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification de statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 4.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 5.** La société a pour objet l'achat, la vente et le commerce de fruits et légumes, de tout genre de produits alimentaires artisanaux, d'aliments pour animaux, de fleurs, de matériel de jardinage, d'articles de décoration ainsi que de tout produit/objet au sens le plus large du terme.

Elle a également pour objet l'exploitation d'un restaurant et brasserie avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques.

Elle pourra également procéder à toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit des associés, d'entreprises liées, de sociétés liées ou de tiers liés.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

**Titre II. Capital social, Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (EUR 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord unanime des associés.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 9.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.



Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque toutes les parts sont transmises soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

**Art. 11.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 12.** Les créanciers, ayants-droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

### **Titre III. Administration**

**Art. 13.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un Conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérant(s) sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 13.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, l'assemblée des associés fixera le pouvoir de signature.

Le Conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du Conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du Conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés.

**Art. 14.** Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

**Art. 15.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 16.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

**Art. 17.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

### **Titre IV. Exercice social, Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

**Art. 19.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

**Art. 20.** Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

### **Titre V. Dissolution, Liquidation**

**Art. 21.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

### **Titre VI. Disposition générale**

**Art. 22.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

### Souscription et libération

Ces parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. Monsieur Tom JUNGBLUT, préqualifié, cinquante parts sociales . . . . .	50 parts
2. Monsieur Sam GOERGEN, préqualifié, cinquante parts sociales . . . . .	50 parts
TOTAL: cent parts sociales . . . . .	100 parts

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire à un compte bancaire, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,00) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

### Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ MILLE CENT EUROS (€ 1.100,00).

### Avertissement

L'attention des Comparants a été expressément attirée par le notaire instrumentaire sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article 5 des présents Statuts.

### Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-5314 Contern, 52a, rue de Luxembourg.
2. L'assemblée générale désigne comme gérant technique pour une durée indéterminée, Monsieur Tom JUNGBLUT, préqualifié.
3. L'assemblée générale désigne comme gérant administratif pour une durée indéterminée, Monsieur Sam GOERGEN, préqualifié.

La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant technique ou par les signatures conjointes des gérants technique et administratif.

DONT ACTE, fait et passé à Beringen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, qualités et demeures, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: T. JUNGBLUT, S. GOERGEN, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 23 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/1723. Reçu soixante quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR COPIE CONFORME

Beringen, le 28 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015058/139.

(150017646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

### Hadrian S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.389.

In the year two thousand and fifteen, on the twelve day of January,

Before the undersigned, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of "Hadrian S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 159389 and incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 1<sup>st</sup> March 2011, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1121 (page 53792) on 26 May 2011 (the "Company"). The Articles of the Company have been amended the last time pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, then notary residing in Luxembourg, dated 16 January 2014, published in the Mémorial C number 755 on 24 March 2014.

The Meeting elected Mr Bob PLEIN, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, as chairman of the Meeting (the "Chairman"). The Chairman appointed as secretary of the Meeting (the "Secretary"), and the Meeting elected as scrutineer of the Meeting (the "Scrutineer") Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg

These appointments having been made, the Chairman declared that and requested the notary to state that:

I.- The shareholders represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list (the "Shareholders"). This list and the proxies, after having been signed by the proxyholder(s) of the Shareholders and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II.- This attendance list shows that all the shares of the Company, representing 100% of the share capital of the Company, are represented at the present extraordinary general meeting.

III.- All the shareholders declare having been informed in advance on the agenda of the meeting and waived all convening requirements and formalities. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and decide on the agenda.

IV.- The agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

A. To approve the determination by resolution of the board of managers of a Total Cancellation Amount (as defined in the Articles).

B. To acknowledge and approve the repurchase by the Company pursuant to a resolution of the board of managers of each of the six hundred and seventy-five (675) E5 Shares in the Company with a par value of one British Pound (GBP 1.-) each (the "Repurchased Shares") at a price of one thousand two hundred sixty-seven British Pounds and four pence (GBP 1,267.04) per E5 Share.

C. To complete the consequent reduction of the Company's share capital by an amount of six hundred and seventy-five British Pounds (GBP 675.-) so as to reduce it from its current amount of eighteen thousand six hundred and eighty-two British Pounds (GBP 18,682.-) to eighteen thousand and seven British Pounds (GBP 18,007.-) by the cancellation of the Repurchased Shares.

D. To amend article 6.1 of the Articles (share capital) to reflect the proposed resolutions.

E. To amend article 6.4 of the Articles (Repurchase of Incentive Shares) to reflect the proposed resolutions.

F. Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following resolutions were unanimously approved by the Shareholders:

*First resolution*

The Shareholders resolved that the determination by resolution of the board of managers of the Company passed on 08 January 2015 of a Total Cancellation Amount (as defined in the Articles) of eight hundred fifty-five thousand two hundred and fifty-three British Pounds and twenty-six pence (GBP 855,253.26) is approved.

*Second resolution*

The Shareholders resolved to acknowledge and approve the repurchase by the Company pursuant to a resolution of the board of managers of the Company dated 08 January 2015 of each of the Repurchased Shares at a price of one thousand two hundred sixty-seven British Pounds and four pence (GBP 1,267.04) per E5 Share.

The Shareholders (excluding Antonine Asset Management LLP, Elliott International LP and Wakefield Securities LLC) further acknowledge that the Repurchased Shares are currently held by Antonine Asset Management LLP, Elliott International LP and Wakefield Securities LLC and they waive their right to have some of the Shares they hold in the Company to be repurchased by the Company and cancelled.

Furthermore, the Shareholders resolved to waive the requirement existing under the Articles with respect to the Interim Accounts (as defined therein).

*Third resolution*

The Shareholders resolved to reduce the Company's share capital by an amount of six hundred and seventy-five British Pounds (GBP 675.-) so as to reduce it from its current amount of eighteen thousand six hundred and eighty-two British Pounds (GBP 18,682.-) to eighteen thousand and seven British Pounds (GBP 18,007.-) by the cancellation of the Repurchased Shares.

*Fourth resolution*

The Shareholders resolved to amend article 6.1 of the Articles (share capital) to reflect the decisions taken under the preceding resolutions so that henceforth it shall read as follows:

**" 6. Art. 6. Share capital.**

6.1 The corporate capital is fixed at eighteen thousand and seven British Pounds (GBP 18,007.-) represented by eight (8) classes of shares (each a "Class of Shares") divided as follows: (i) fifteen thousand (15,000) class A shares (the "A Shares"), (ii) ninety-six (96) class B shares (the "B Shares"), (iii) nineteen (19) class C shares (the "C Shares"), (iv) one

hundred and ninety-two (192) class D shares (the "D Shares"), (v) six hundred and seventy-five (675) class E1 shares (the "E1 Shares"), (vi) six hundred and seventy-five (675) class E2 shares (the "E2 Shares"), (vii) six hundred and seventy-five (675) class E3 shares (the "E3 Shares"), (viii) six hundred and seventy-five (675) class E4 shares (the "E4 Shares"). The A Shares, B Shares, C Shares and D Shares are together referred to as the "Ordinary Shares" and the E1 Shares, E2 Shares, E3 Shares and the E4 Shares are together referred to as the "Incentive Shares", and together with the Ordinary Shares, the "Shares", each Share having a nominal value of one British Pound (GBP 1.-). The holders of the Class A Shares are referred to as the "Shareholder A", the holders of the Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares and the Incentive Shares are referred to as the "Shareholder B", and the Shareholder A and Shareholder B are together referred to as the "Shareholders".

#### *Fifth resolution*

The Shareholders resolved to amend article 6.4 of the Articles (Repurchase of Incentive Shares) to reflect the decisions taken under the preceding resolutions so that it shall read as follows:

"[...]

6.4 Repurchase of the Incentive Shares. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of one or more entire Class of Incentive Shares through the repurchase by the Company and subsequent cancellation of all the Shares in issue in such Class(es) of Incentive Shares. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Incentive Shares, such repurchase and cancellations of Classes of Incentive Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class E4). For the avoidance of doubt, no Class E1 Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class E2 Shares are outstanding; no Class E2 Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class E3 Shares are outstanding; no Class E3 Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class E4 Shares are outstanding;

#### *Costs and expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 1,250.-.

The value of the repurchase of the Shares is valued on January 8<sup>th</sup>, 2015 at EUR 1,090,830.-.

Whereof the present deed is drawn up in Junglinster on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the proxyholders of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le douze janvier,

Par-devant le soussigné, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés (l'"Assemblée") de "Hadrian S.à r.l.", une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.389 et constituée par un acte notarié de Maître Francis KESSLER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 1<sup>er</sup> mars 2011, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1121 (page 53792) en date du 26 mai 2011 (la "Société"). Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié de Joseph Elvinger, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 janvier 2014, publiés au Mémorial C, numéro 755 du 24 mars 2014 L'Assemblée désigne Monsieur Bob PLEIN, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, comme le président de l'Assemblée (le "Président"). Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée (le "Secrétaire") et l'Assemblée choisit comme scrutateur de l'Assemblée (le "Scrutateur") Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Ces nominations ayant été faites, le Président déclare et requiert du notaire qu'il acte que:

I.- Les associés représentés et le nombre des parts sociales détenues par eux sont renseignés sur une liste de présence (les "Associés"). Cette liste et les procurations, après avoir été signées par le(s) mandataire(s) des Associés et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que toutes les parts sociales de la Société, représentant 100% du capital social de la Société, sont représentées à la présente Assemblée.

III.- Tous les Associés déclarent avoir été dûment informés à l'avance de l'ordre du jour de l'Assemblée et ont renoncé à toutes les exigences et formalités de convocation. L'Assemblée est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour.

IV.- L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

A. Approuver la détermination faite par résolution du conseil de gérance du Montant Total d'Annulation (tel que défini dans les Statuts).

B. Prendre acte et approuver le rachat par la Société, en vertu d'une résolution du conseil de gérance, de chacune des six cent soixante-quinze (675) Parts de Classe E5 dans la Société ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) chacune (les "Parts Sociales Rachetées") à un prix de mille deux cent soixante-sept Livres Sterling et quatre pence (GBP 1,267.04) par Part de Classe E5.

C. Achever la réduction consécutive du capital social de la Société d'un montant de six cent soixante-quinze Livres Sterling (GBP 675,-) afin de le porter de son montant actuel de dix-huit mille six cent quatre-vingt-deux Livres Sterling (GBP 18.682,-) à dix-huit mille sept Livres Sterling (GBP 18.007,-) par l'annulation des Parts Sociales Rachetées.

D. Modifier l'article 6.1 des Statuts (capital social) afin de refléter les résolutions proposées.

E. Modifier l'article 6.4 des Statuts (Rachat des Parts d'Intéressement) afin de refléter les résolutions proposées.

F. Divers.

Après délibération attentive, les résolutions suivantes ont été prises unanimement par les Associés:

*Première résolution*

Les Associés décident que la détermination faite par résolution du conseil de gérance de la Société prise en date du 08 janvier 2015 d'un Montant Total d'Annulation (tel que défini dans les Statuts) de huit cent cinquante-cinq mille deux cent cinquante-trois Livres Sterling et vingt-six pence (GBP 855,253.26) est approuvée.

*Deuxième résolution*

Les Associés décident de prendre acte et d'approuver le rachat par la Société en vertu d'une résolution du conseil de gérance en date du 08 janvier 2015 de chacune des Parts Sociales Rachetées à un prix de mille deux cent soixante-sept Livres Sterling et quatre pence (GBP 1,267.04) par Part de Classe E5.

Les Associés (excluant Antonine Asset Management LLP, Elliott International LP and Wakefield Securities LLC) prennent également acte que les Parts Sociales Rachetées sont actuellement détenues par Antonine Asset Management LLP, Elliott International LP et Wakefield Securities LLC et il renonce à son droit à ce qu'une partie des parts sociales qu'il détient dans la Société, soient rachetées par la Société et annulées.

De plus, les Associés décident de renoncer à l'exigence existant en vertu des Statuts en ce qui concerne les Comptes Intérimaires (tels qu'ils y sont définis).

*Troisième résolution*

Les Associés décident de réduire le capital social de la Société d'un montant de six cent soixante-quinze Livres Sterling (GBP 675,-) afin de le porter de son montant actuel de dix-huit mille six cent quatre-vingt-deux Livres Sterling (GBP 18.682,-) à dix-huit mille sept Livres Sterling (GBP 18.007,-) par l'annulation des Parts Sociales Rachetées.

*Quatrième résolution*

Les Associés décident de modifier l'article 6.1 des Statuts (capital social) pour refléter les décisions prises en vertu des résolutions précédentes afin qu'il se lise désormais comme suit:

**" 6. Art. 6. Capital Social.**

6.1 Le capital social est fixé à dix-huit mille sept Livres Sterling (GBP 18.007,-) représenté par huit (8) classes parts sociales (chacune une "Classe de Parts Sociales") réparties comme suit: (i) quinze mille (15.000) parts sociales de classe A (les "Parts de Classe A"), (ii) quatre-vingt-seize (96) parts sociales de classe B (les "Parts de Classe B"), (iii) dix-neuf (19) parts sociales de classe C (les "Parts de Classe C"), (iv) cent quatre-vingt-douze (192) parts sociales de classe D (les "Parts de Classe D"), (v) six cent soixante-quinze (675) parts sociales de classe E1 (les "Parts de Classe E1"), (vi) six cent soixante-quinze (675) parts sociales de classe E2 (les "Parts de Classe E2"), (vii) six cent soixante-quinze (675) parts sociales de classe E3 (les "Parts de Classe E3") et (viii) six cent soixante-quinze (675) parts sociales de classe E4 (les "Parts de Classe E4"). Les Parts de Classe A, Parts de Classe B, Parts de Classe C et Parts de Classe D sont ensemble désignées comme les "Parts Ordinaires", les Parts de Classe E1, Parts de Classe E2, Parts de Classe E3, et les Parts de Classe E4 comme "Parts d'Intéressement" et ensemble avec les Parts Ordinaires, les "Parts Sociales", chaque Part Sociale ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1.-). Les détenteurs de Parts de Classe A sont désignés comme l'"Associé A", les détenteurs de Classe B, Parts de Classe C, Parts de Classe D et les Parts d'Intéressement sont désignés comme l'"Associé B". L'Associé A et l'Associé B sont ensemble désignés comme les "Associés."

*Cinquième résolution*

Les Associés décident de modifier l'article 6.4 des Statuts (Rachat des Parts d'Intéressement) pour refléter les décisions prises en vertu des résolutions précédentes qui se lira désormais comme suit:

"[...]

6.4. Rachat des Parts d'Intéressement. Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts d'Intéressement entières par le rachat par la Société et l'annulation subséquente de toutes les Parts Sociales émises dans de telle(s) Classe(s) de Parts Sociales d'Intéressement. Dans le cas de rachats et annulations de Classes de Parts Sociales d'Intéressement, de tels annulations et rachats de Classes de Parts Sociales d'Intéressement devront être réalisés dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par la Classe E5). Pour éviter tout doute, aucune Part de Classe E1 ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Parts de Classe E2 restantes; aucune Part de Classe E2 ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Parts de Classe E3 restantes; aucune Part de Classe E3 ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Parts de Classe E4 restantes."

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ 1.250,- EUR

La valeur de rachat a été évalué au 08 janvier 2015 à 1.090.830,- EUR.

Fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

L'acte a été lu aux mandataires des parties comparantes connus du notaire par leur noms de famille, prénoms, état civil et résidence, les mandataires des parties comparantes signent l'acte avec le notaire.

Signé: Bob PLEIN, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 janvier 2015. Relation GAC/2015/464. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015015054/206.

(150018074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

**DM Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 157.814.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of December.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

DAWN MEATS EUROPE, an unlimited company, existing under the laws of the Republic of Ireland, with registered office at Grannagh, IRL - Waterford, registered with the Companies Registration Office under number 221940,

here represented by Mr Cyrille TERES, private employee, with professional address at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney established on December 10 2014.

The said power of attorney, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the sole partner (the "Sole Partner") of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") established in Luxembourg under the name of "DM Holdings S.à r.l.", having its registered office at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157814, incorporated on December 17, 2010, pursuant to a notarial deed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 440 of March 8, 2011.

The Company's articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 28 June 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2066 on 21 August 2012 (the "Company").

II. The Company's share capital is set at thirteen thousand euros (EUR 13,000) represented by one hundred and four (104) shares with a nominal value of one hundred and twenty-five euros (EUR 125) each.

III. The appearing person, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to document the following resolution:



### *Sole resolution*

The Sole Partner resolves to include a new article 9 in the Company's articles of association dealing with the distribution of profits by the Company. The new article 9 shall have the following content:

“ **Art. 9.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their shareholding in the Company.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, subject to the establishment of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the law or of the articles.”

The former article 9 shall become article 10.

“ **Art. 10.** For all not provided for in the present deed, the appearing parties shall refer to the legal dispositions.”

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing entity and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Strassen on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the entity appearing, he signed together with the notary the present original deed.

### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

DAWN MEATS EUROPE, une «unlimited company», existante conformément aux lois de la République d'Irlande, ayant son siège social à Grannagh, IRL - Waterford, inscrite auprès du «Companies Registration Office» d'Irlande sous le numéro 221940,

ici représentée par Monsieur Cyrille TERES, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 décembre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante représentée, par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. La comparante est l'associée unique (l'“Associée Unique”) de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de «DM Holdings S.à r.l.», ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157814 et constituée aux termes d'un acte notarié reçu par Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 17 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 440 en date du 8 mars 2011. Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte reçu par le notaire soussigné, en date du 28 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2066 en date du 21 août 2012 (la «Société»).

II. Le capital social de la Société est de treize mille euros (EUR 13.000.-) représenté par cent quatre (104) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune.

III. La comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant de documenter la résolution suivante:

### *Résolution unique*

L'Associée Unique décide d'inclure un nouvel article 9 dans les statuts de la Société concernant la distribution des bénéfices par la Société. Le nouvel article 9 a désormais la teneur suivante:

« **Art. 9.** Les Bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à/aux associé(s) en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant, ou en cas de pluralité des gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la dis-

tribution. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfiques reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.»

L'ancien article 9 devient article 10.

« **Art. 10.** Pour tout ce que n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.»

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes,

et après lecture faite au représentant de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. TERES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 décembre 2014. Relation: EAC/2014/18311. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015014958/98.

(150017847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2015.

### **Créations Beauté Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3261 Bettembourg, 13, rue du Nord.

R.C.S. Luxembourg B 77.615.

#### — DISSOLUTION

L'an deux mil quinze.

Le seize janvier;

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

A comparu:

Madame Barbara HIRSCH, esthéticienne, née à Dortmund (Allemagne) le 03 décembre 1956, demeurant à L-4975 Bettange/Mess, 1 rue Bruch.

Laquelle comparante a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

a) Qu'elle est la seule et unique associée de la société à responsabilité limitée «CREATIONS BEAUTE S.àrl.» (No. Matricule 20002412676), avec siège social à L-3261 Bettembourg, 13, rue du Nord;

inscrite au registre des firmes sous la section B numéro B.77.615

constituée suivant acte reçu par le notaire Norbert MULLER, alors de résidence à Esch/Alzette en date du 29 août 2000, publié au Mémorial C de 2001, numéro 95, page 4551.

et modifiée suivant acte reçu par le notaire Robert SCHUMAN, de résidence à Differdange en date du 07 mai 2005, publié au Mémorial C de 2005, numéro 990, page 47.510.

b) Que l'associée unique de la société à responsabilité limitée «CREATIONS BEAUTE S.àrl.» a décidé la dissolution de ladite société rétroactif au 31 décembre 2014, et déclare reprendre tout l'actif et passif de la société dissoute de sorte qu'il n'y a pas lieu de procéder à une liquidation.

c) Que les livres et documents sociaux seront conservés pendant une période de CINQ (5) années à L-4975 Bettange/Mess, 1 rue Bruch.

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude; date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signée le présent acte avec le notaire.

Signé: Hirsch, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 21 janvier 2015. Relation: EAC/2015/1503. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Bettembourg, le 26 janvier 2015.

Référence de publication: 2015015674/35.

(150018333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2015.